

Écrit par le 18 mai 2026

Covid-19 : le sénateur Alain Milon votera le pass sanitaire



Il sait de quoi il parle, ce médecin généraliste élu maire de Sorgues en 1989, après 24 ans de mandature communiste de Fernand Marin. RPR, puis UMP et aujourd'hui LR, Alain Milon a occupé toutes les fonctions d' élu : conseiller général de Vaucluse (1985-2010), président de la Communauté de communes du Pays du Rhône et d'Ouvèze (1993-2015), sénateur depuis 2004, président de la commission des affaires sociales au Sénat (2014-2020) dont il est toujours membre et c'est à ce titre qu'il s'exprime avec l'expérience qui est la sienne.

Une 4^e vague pour la fin août ?

« Je suis tout à fait favorable au pass sanitaire. D'après Jean-François Delfraissy (président du conseil scientifique Covid-19) que nous avons auditionné au Sénat, nous allons avoir une 4^e vague d'ici fin-août. Raison de plus pour accélérer la vaccination. »

Et il ne mâche pas ses mots contre les anti-vax : « Ils mettent en avant leur liberté individuelle. Mais en fait, refuser le vaccin, c'est avoir un permis de tuer. Quant au personnel soignant qui refuse de se faire vacciner, qu'on le mette à pied, sans indemnités. »

Ecrit par le 18 mai 2026

« Refuser le vaccin, c'est avoir un permis de tuer. »

Alain Milon insiste sur la qualité du système de soins en France : « On est le seul pays à vacciner gratuitement, à proposer des tests gratuits. Mais on n'aurait pas dû ouvrir les vannes de la gratuité, on aurait dû demander aux patients leur Carte Vitale, la sécurité sociale et les mutuelles auraient remboursé et on aurait gagné 10 milliards. Le financement des retraites a creusé un déficit de 30 milliards d'euros en 2021 et on se retrouve avec un coût de 5 milliards d'euros pour la vaccination et 4,5 milliards pour les tests. En tout, les aides sociales ont explosé à hauteur de 160 milliards d'euros, le fameux 'quoi qu'il en coûte' qu'il faudra bien rembourser un jour. »

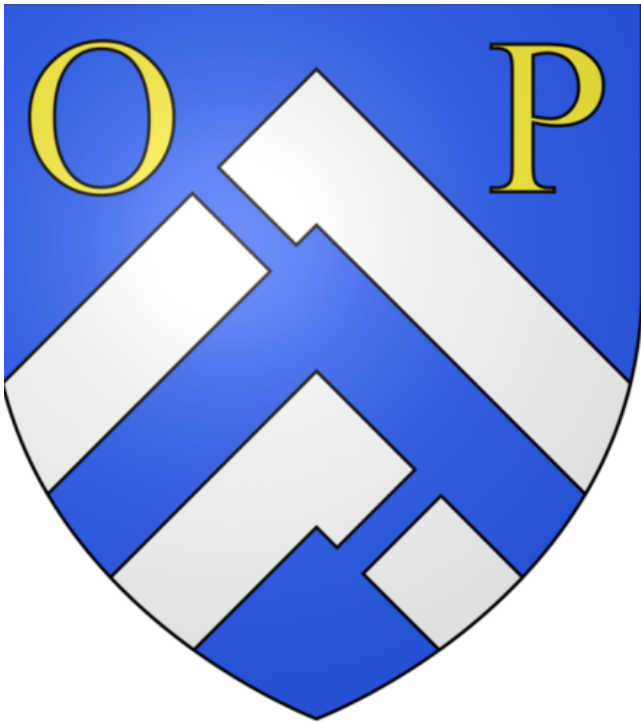
Aider les pays les plus pauvres pour éviter l'émergence de nouveau variant

Depuis 17 ans, le docteur Milon a proposé nombre de projets de loi au Sénat (port du casque à vélo, bulletin de vote en braille pour les mal-voyants, encadrement du service public de la poste, bio-éthique). Il a été un farouche partisan du mariage homosexuel, de la PMA (Procréation médicale assistée), de la GPA (Gestion pour autrui), ce qui est plutôt rare chez les élus de droite, il avait aussi lancé une évaluation des mesures de confinement en 2020.

Même si la vaccination progresse en France, avec 50 millions de personnes qui auront reçu les deux doses d'ici fin-août selon le 1er ministre, Alain Milon prévient : « Nous ne sommes à l'abri d'aucun variant tant que 90% de la population mondiale n'est pas vaccinée et on doit aider les pays pauvres qui n'ont pas les moyens de commander des millions de doses ». Analyse que partage le docteur Delfraissy : « Avant la fin de cette année, 40% des pays du monde les plus riches seront vaccinés, pas les autres qui devront attendre 2023 voire 2024. En attendant, est-ce qu'on va rester bloqués chez nous, claquemurés ? »

Oppède : la liste de Jean-Pierre Gérault confirmée

Ecrit par le 18 mai 2026



Suite de l'annulation des élections municipales d'Oppède par décision du Conseil d'Etat du 19 mai 2021, les électeurs de la commune du Luberon ont de nouveau été appelés à voter dimanche dernier. C'est la liste 'Construisons l'avenir d'Oppède' menée par [Jean-Pierre Gérard](#) qui a obtenu la majorité des voix (54,51% des suffrages exprimés). Elle devance 'Oppède, notre village', la liste de Jean Grégoire (45,48%).

Le Conseil d'Etat avait annulé cette élection en raison de l'utilisation par Jean-Pierre Gérard, déjà vainqueur le 15 mars 2020 avec 4 voix d'avance, d'un logo tricolore. « L'utilisation des trois couleurs nationales sur ces documents de propagande électorale a été de nature à créer une confusion dans l'esprit des électeurs », avait alors justifié la haute juridiction.

Cette fois-ci, le scrutin qui a mobilisé davantage qu'en mai dernier, donne un résultat plus net : 386 suffrages contre 322 alors que ce score était auparavant de 320 voix contre 316.

Ecrit par le 18 mai 2026

« Le canton de Bollène a déjà perdu trop de temps »



Alors que le Conseil départemental de Vaucluse va désigner demain son nouveau président, le binôme Anthony Zilio et Christine Lanthelme vient d'annoncer qui soutiendrait la candidature de Dominique Santoni. Un choix qui, sauf coup de théâtre, devrait définitivement faire basculer le scrutin en faveur de la maire d'Apt.

Anthony Zilio et Christine Lanthelme, nouveaux conseillers départementaux du canton de Bollène, viennent d'annoncer qu'ils voteraient demain en faveur de la candidature de Dominique Santoni, maire LR (Les Républicains) d'Apt et vice-présidente sortante de la mandature de Maurice Chabert qui ne s'est pas représenté.

Avec ce choix, le binôme du haut Vaucluse devrait définitivement faire pencher la balance en faveur de la droite à la gouvernance du Département. En effet, suite aux résultats des élections de dimanche dernier,

Ecrit par le 18 mai 2026

la droite et la gauche ont obtenu 6 cantons chacun, le RN (Rassemblement national) 3 et la Ligue du Sud 1. A cela s'ajoute les deux élus du canton de Bollène dont la décision était attendue avec impatience. Ancien membre du parti socialiste, Anthony Zilio, le nouveau maire de Bollène, avait pris grand soin de mener une campagne sans étiquette. « Je dois mon élection à la mairie de Bollène à un communiste, Daniel Barrière, qui a eu l'intelligence d'appeler à voter pour une liste qui, pourtant, regroupait des LR, des UDI, des socialistes... Il a eu l'ouverture d'esprit nécessaire qui a permis de redonner une visibilité à ce canton qui n'était plus entendu depuis 12 ans avec l'arrivée de Marie-Claude Bompard. Depuis, notre score sans appel à l'occasion du dernier scrutin départemental, où une partie des électeurs RN aux régionales se sont tournés vers nous aux départementales, nous permet d'envoyer un message limpide : notre priorité c'est notre canton ! »

Un contrat de mandature pour le canton

Courtoisés par les deux camps, les deux élus ont donc souhaité les rencontrer afin de leur proposer un contrat de mandature au profit du canton.

Objectif : fixer les priorités du canton pour les 6 prochaines années en matière d'accès à la santé, de sécurité, de culture, de maintien des Ephad, de restauration du patrimoine... « Il y a fort à faire car le canton de Bollène a déjà perdu trop de temps puisque bien trop peu a été fait depuis 12 ans », rappelle Anthony Zilio.

A ce jeu-là, Dominique Santoni semble avoir répondu aux attentes des 2 néo élus départementaux. « Avec elle le dialogue a été immédiatement clair et transparent, dévoilent-ils. Y compris d'ailleurs sur sa position vis-à-vis de l'extrême droite, ligue du sud et RN, avec lesquels ils étaient évidemment impensable pour nous de travailler. Surtout, un dialogue productif pour notre canton, puisque nous en sortons avec des engagements forts de sa part et de la Région sur les dossiers prioritaires que nous avons listés. Des engagements qu'elle a signés, et nous veillerons chaque jour à leur application. Des dossiers qui vont concrètement changer le quotidien de ceux qui vivent dans notre canton. »

Les 'maladresses' de la gauche

Du côté de la gauche, il semblerait que l'on avait déjà vendu 'la peau de l'ours' en comptabilisant le canton de Bollène dans son camp dès dimanche soir.

« Nous avons été un peu étonnés que des responsables de partis fassent semblant de découvrir aujourd'hui que nous étions sans étiquette et que nos seuls patrons ce sont les habitants du canton et pas les appareils politiques », s'agace Anthony Zilio.

Une attitude du fait accompli qui n'a donc pas été aux goûts du duo qui regrette également « l'invention de propos et des engagements imaginaires ».

Si à cela on ajoute un échange express avec « le chef de file de la gauche au Département » puis les 'maladresses' d'une partie des élus de cette gauche très plurielle à l'installation espérée d'un EPR2 à Tricastin alors que le secteur nucléaire est l'un des piliers de l'économie locale, l'affaire a vite été pliée.

« La gauche est ma famille politique d'origine, je n'en fais pas mystère, je ne le renie pas, rappelle le maire de Bollène. J'y ai de nombreux amis, parmi mes collègues élus, qui partagent mon étonnement sur la manière de procéder. Mais quoi qu'il en soit, je suis de gauche et je le resterai demain après ce vote. »

C'est donc pour cet ensemble de raisons qu'Anthony Zilio et Christine Lanthelme ont décidé de finalement apporter leurs suffrages à Dominique Santoni.

« Cela a été une décision difficile à prendre, reconnaît Christine Lanthelme, également maire d'Uchaux.

Écrit par le 18 mai 2026

Mais nos électeurs nous ont demandé de prendre la bonne décision. Après des contacts clairs, notre choix a été clairement en faveur du territoire. »

Occasion ratée pour un nouveau monde de gouvernance

Auparavant, faute de majorité claire, les deux élus ont vainement tenté de proposer un nouveau mode de gouvernance « mêlant les sensibilités de gauche et de droite, dans l'intérêt commun ».

Une approche dictée par les résultats électoraux : « Sans majorité absolue, on pouvait espérer que ce soit l'opportunité de créer une nouvelle gouvernance, mêlant les sensibilités de gauche et de droite, dans l'intérêt commun. Nous avons donc proposé aux deux camps, gauche et droite, l'idée d'une gouvernance commune, assise sur la nécessité de faire progresser le Vaucluse avec une majorité stable. Comme d'ailleurs cela se fait dans de très nombreuses intercommunalités et communes, celles du canton de Bollène par exemple. Nous n'avons pas été entendus, chaque parti restant sur ses positions. Une occasion ratée, la logique des appareils politiques est trop forte, cette fois », regrette Anthony Zilio.

Pas de chèque en blanc

« Nous avons décidé d'apporter nos voix à Dominique Santoni, pas à la droite », insiste Anthony Zilio qui d'ailleurs a prévu de constituer un groupe indépendant au sein de l'assemblée départementale. Ce n'est pas un chèque en blanc. Nous sommes indépendants aujourd'hui, nous le serons demain. »

Et pour preuve de cette indépendance, le binôme a déjà fait savoir qu'il n'accepterait pas de vice-présidence ou de nominations à des organismes associés. « Ce ne sont pas les milliers d'euros d'indemnités que nous cherchons, ce sont les millions d'euros pour le canton que nous voulons trouver », poursuivent-ils en chœur.

« Nous ne serons pas prisonniers d'un groupe politique qui voudrait nous imposer ses choix idéologiques, rajoute Anthony Zilio. Le bon sens, l'intérêt des habitants, voilà notre unique boussole. »

Après avoir récupéré le 'chéquier' du Département et de la Région (et accessoirement celui aussi de l'Europe via le Conseil régional), peut être que demain, les principaux gagnants de cette élection pourraient être finalement les habitants du canton de Bollène.

La majorité départementale en ordre de marche

Ecrit par le 18 mai 2026



Les candidats de la majorité départementale (Les Républicains, UDI, Mouvement radical) viennent de se réunir pour une 'photo de famille' dans le cadre des prochaines élections du conseil départemental de Vaucluse qui se tiendront les dimanches 20 et 27 juin prochains.

L'occasion pour ses derniers de mettre en avant le bilan de Maurice Chabert (Les Républicains), [président sortant qui ne se représente pas](#), et d'expliquer qu'ils entendent, en cas de victoire, poursuivre le politique départementale qui a été menée depuis 2015.

« Nous poursuivrons les actions engagées depuis 6 ans et nous irons plus loin, précisent-ils en chœur. Plus loin pour le raccordement de la fibre, plus loin sur l'accompagnement de nos entreprises, de nos agriculteurs, de nos commerçants. Plus loin pour le redémarrage du tourisme. Plus loin sur la modernisation de collèges. Plus loin sur la rénovation de nos routes. Plus loin sur l'aide apportée à nos seniors. »

La majorité sortante précise par ailleurs que « même si la sécurité et la santé ne sont pas aujourd'hui des compétences dédiées du département », ses candidats ont cependant choisi d'en faire deux de leurs priorités « à travers des mesures fortes et des budgets importants. »

Le Vaucluse 'en confiance'

Dans la foulée, c'est [Dominique Santoni](#), actuelle vice-présidente du conseil départemental de Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026

et maire d'Apt, qui a lancé quelques jours plus tard sa campagne sur le canton d'Apt (voir vidéo ci-dessous). En compagnie de Patrick Merle, son binôme, celle qui apparaît de plus en plus comme la chef de file de la majorité départementale sortante a rappelé que « la confiance ne se décrète pas. Elle se gagne. Et je crois que nous avons prouvé ces 6 dernières années que les Vauclusiens pouvaient nous faire confiance. Nous avons géré la collectivité avec rigueur, avec pragmatisme et sans sectarisme, ce qui a permis au Vaucluse d'avancer pendant 6 ans sans crise et sans blocage. »

Reprenant les deux thématiques de la santé et de la sécurité mise en avant précédemment, cette dernière propose notamment des aides financières à l'installation des médecins en Vaucluse, des bourses pour les étudiants en médecine, le développement d'un réseau de téléconsultation performant pour l'accès aux médecins spécialistes notamment en milieu rural ainsi que la subventions aux communes et intercommunalités pour la construction de maisons de santé. Par ailleurs, concernant la sécurité elle souhaite la mise en place de subventions complémentaires aux communes pour l'installation de caméras de vidéosurveillance et aux groupements de communes pour la création ou la modernisation de centres de vidéo surveillance, pour l'achat d'équipements pour les forces de l'ordre ou pour la création ou la rénovation des casernes de gendarmerie, des commissariats de police nationale ou municipale.

L.G.

<https://www.youtube.com/watch?v=JvjXBRlamtg>

Département : dernière séance pour la mandature Chabert

Ecrit par le 18 mai 2026



Une session dense, 4 tomes de dossiers, 2 422 pages, 51 délibérations et un président, Maurice Chabert ému, conscient que c'est sa dernière séance publique avant de rendre les clés de l'exécutif après les scrutins des 20 et 27 juin prochains.

Il a demandé aux élus de se lever pour une minute de silence à la mémoire de René Richard, ancien conseiller général et pour les milliers de morts du coronavirus, 107 000 à ce jour en France, dont plus d'un millier en Vaucluse. Le dossier qui a le plus provoqué de réactions, c'est celui du financement de la fameuse LEO (Liaison Est-Ouest). Une vingtaine de manifestants de la ceinture verte d'Avignon rue Viala au pied du bâtiment, opposés à cette route qui va 'artificialiser' des dizaines hectares de riches terres agricoles. Un tronçon de 13km entre le carrefour des Angles (RN 100 dans le Gard) et le carrefour de l'Amandier (RN7 dans le Vaucluse) qui permettra de contourner le sud d'Avignon. Et surtout de dévier un trafic de 40 000 véhicules/jour, dont 10% de camions qui polluent la vie des 30 000 riverains de la Rocade Charles de Gaulle. Un projet inscrit au Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015-2020 pour un coût total de 142,7M€ dont 21M€ pour le Vaucluse dans le cadre la 2^e tranche de ce dossier qui en

Ecrit par le 18 mai 2026

comprend 3 (un premier tronçon, entre Courtine et Rognonas, est opérationnelle depuis 2010).

La LEO, un problème de santé publique

Pour le communiste André Castelli, « Ce dossier date de plus de 40 ans, si rien n'est fait c'est une véritable mise en danger de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes. Cela est inacceptable, ils ne peuvent pas continuer à vivre dans ces conditions sanitaires. » Pour sa camarade Delphine Jordan « 40 000 véhicules envahissent notre ville et nos vies, C'est un problème de santé publique ». L'élue EELV (Europe écologie les verts) Sylvie Fare, évidemment, dénonce « une catastrophe écologique et financière » et demande « la préservation de la biodiversité ». A quoi répondra vivement Darida Belaïdi : « stop aux gaz d'échappements, aux bouchons continus, c'est un scandale sanitaire à bas bruit. + 16% de cancers, + 26% de maladies cardio-pathiques pour les habitants du quartier sacrifiés depuis des décennies. Eux aussi font partie de la biodiversité, au moins autant que la faune et la flore et ils méritent d'être protégés. »



Opposés au tracé de la tranche 2 de la LEO, des opposants aux projets sont venus devant les portes

Ecrit par le 18 mai 2026

du Conseil départemental de Vaucluse afin de remettre le 'Goudron d'or' à Maurice Chabert pour l'ensemble de son œuvre.

Stop aux attermoissements

Yann Bompard (Ligue du Sud) s'étonne du sous-dimensionnement de cette future voie. Quant au RN (Rassemblement national) Hervé de Lépineau, il relève que « cette 2 fois une voie se termine par un goulot d'étranglement et ne règle en rien le problème d'engorgement, il le déplace. Ce serpent de mer existe depuis les années 80, nous sommes à quelques semaines des Départementales, autant laisser au futur exécutif le soin de traiter le sujet et retirer cette délibération de l'ordre du jour. » Il ne sera pas entendu. Il votera contre avec son groupe RN et EELV. Joris Hébrard (maire RN du Pontet) et la Ligue du Sud s'abstiendront, le texte sera adopté à la majorité. Quant à Thierry Lagneau (LR), en charge de la Commission Travaux, Aménagement du Territoire et Sécurité, il aura conclu par cette phrase : « L'humain est au cœur de ce dossier. On a fait trop peu de cas de la vie des habitants jusqu'à présent, or, ils passent avant la biodiversité. Stop aux attermoissements, donnons un coup d'accélérateur, sinon, on repart pour 10 ans de tergiversations aux dépens de la santé des riverains ».



Les élus du département ont salué la 'dernière' de Maurice Chabert à la présidence du Conseil départemental de Vaucluse.

Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation : L'enjeu du juste prix



« La hausse en qualité ne peut se faire sur le dos de la rémunération de nos agriculteurs », estime le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Julien Denormandie, dans un entretien accordé à [Reso hebdo éco*](#). Conscient que « tout le monde se renvoie la balle », il plaide pour une contractualisation tripartite (agriculteurs, industriels, distributeurs) et des prix non négociables une fois l'accord conclu en premier lieu avec l'agriculteur.

Chaque année, la fixation des prix fait l'objet de tensions entre distributeurs, fournisseurs et

Ecrit par le 18 mai 2026

agriculteurs. La loi EGalim (2019) avait notamment pour but de pallier ce problème, sans grand succès. Le rapport Papin (fin mars 2021) préconise un calcul du prix des produits agricoles par rapport à leur coût de production. Que comptez-vous mettre en place ?

« Deux choses tout d’abord : premièrement, il n’y a pas d’agriculture sans agriculteurs. Notre souveraineté agro-alimentaire en dépend. Deuxièmement, notre modèle agricole est fondé sur la qualité. La guerre des prix qui perdure est antinomique avec cet ADN. Pour ces deux raisons, la priorité donnée au juste prix payé à l’agriculteur est d’une importance majeure. »

« La loi EGalim a instauré la “marche en avant” du prix, c’est-à-dire établi à partir du coût de la production agricole. C’est absolument nécessaire, mais force est de constater que ce n’est pas suffisant. On assiste aujourd’hui à un jeu de dupes : la relation agroalimentaire est une relation à trois (agriculteurs, industriels, distributeurs) et tout le monde se renvoie la balle et la responsabilité. Il faut renforcer EGalim en allant vers la généralisation de ce qui existe et qui marche : la contractualisation tripartite, des prix non négociables une fois l’accord conclu en premier lieu avec l’agriculteur. Je soutiens la proposition de loi en ce sens du député Grégory Besson-Moreau qui sera présentée en juin à l’Assemblée nationale puis au Sénat. Elle prévoit également d’accroître la transparence du prix d’achat de la matière première agricole par l’industriel et de créer un comité de règlement des différends commerciaux. Sa mise en place pourrait intervenir à l’automne. »

« Il faut sortir de cette injonction d’aller vers toujours plus de qualité et la payer toujours moins chère. La hausse en qualité ne peut se faire sur le dos de la rémunération (déjà faible pour une profession qui travaille énormément) de nos agriculteurs. »

La qualité justement, comment concilier son maintien et la relocalisation de certaines activités de production dans une logique de circuits courts, plébiscitée par les consommateurs pendant la pandémie ? Va-t-on vers d’une part des agriculteurs “industriels” et d’autre part des producteurs-vendeurs ?

« Il faut arrêter d’opposer nos agricultures. Notre agriculture est incroyablement diverse du fait de la diversité même de nos territoires. C’est une richesse. Et même si nous avons plusieurs modèles en France, la taille moyenne de nos élevages reste bien inférieure à celle de la plupart de nos voisins européens ou ailleurs dans le monde. Par exemple, l’élevage porcin français regroupe en moyenne 190 truies en France, contre 10 000 aux États-Unis. »

« La France se caractérise par une agriculture de proximité, une ferme de territoires. Le point commun qui doit être notre unique boussole, c’est la qualité et elle n’est pas synonyme de taille. La crise de la Covid a remis en avant cette priorité. « Le premier médicament, c’est l’alimentation », disait Hippocrate. »

« Il faut arrêter d’opposer agriculture et environnement. »

Le projet de loi Climat et Résilience, voté le 4 mai, prévoit plusieurs mesures pour limiter l’impact de l’agriculture et de l’alimentation. Parallèlement, les agriculteurs veulent être des

Ecrit par le 18 mai 2026

acteurs moteurs de la transition écologique. Comment conjuguer les enjeux ?

« Il faut là encore arrêter d'opposer agriculture et environnement. Les agriculteurs vivent de l'environnement, chérissent le sol, subissent les effets de la météo comme le gel il y a quelques semaines... Ils sont les premiers à subir les effets du changement climatique et leur prise de conscience est totale. Les transitions agro-écologiques sont déjà là de manière forte dans notre pays. Si on veut continuer de les faire croître, il faut aussi qu'elles soient créatrices de valeur pour les agriculteurs. Plus les produits seront rémunérés comme tel, plus vite les transitions seront importantes. Il faut trouver le bon équilibre. Je le redis, je veux bouger fortement sur la qualité. La loi Climat, qui vient d'être adoptée à l'Assemblée nationale, renforce d'ailleurs significativement aussi cette obligation de qualité dans les produits servis dans la restauration collective. Actuellement, un fruit et légume sur deux est encore importé en France, et plus de 50 % de la viande servie en restauration collective l'est aussi. Demain, le projet de loi prévoit qu'au minimum 60 % des viandes et des produits de la pêche proposés devront être issus de labels de qualité. »

L'artificialisation des terres agricoles est un problème dans nombre de régions françaises. La loi climat évoque cette question - on doit notamment prouver que tout nouveau projet empiétant sur les terres agricoles n'avait pas d'autres possibilités -. Quelles sont les autres alternatives ?

« Aujourd'hui, cette artificialisation a deux impacts, agricole et environnemental contre lesquels il faut lutter. Notre gouvernement a d'ores et déjà limité la construction de grands centres commerciaux à la périphérie de nos communes, à la fois néfaste pour l'environnement, l'agriculture et l'âme de nos villes. Actuellement, les friches industrielles se développent sur notre territoire. Une enveloppe de 300 millions d'euros est prévue, dans le cadre du plan France Relance, pour leur redonner vie. Et ce, afin qu'elles puissent accueillir de nouveaux projets de construction plutôt que ceux-ci soient implantés sur des terres agricoles. La loi est de bon sens sur cette question. »

Installation : « Je crois beaucoup au système de portage foncier »

Ce qui est rare devient cher... Comment pallier la question du coût des terres qui, dans certaines régions, est un véritable frein à l'installation ?

« Aujourd'hui, il faut avoir en tête que 50 % des agriculteurs vont partir à la retraite dans les cinq à sept prochaines années. C'est un défi colossal. Or c'est un métier où l'on commence d'abord par s'endetter massivement pour s'installer. »

« Le 25 mai, le député Sempastous présentera une proposition de loi qui prévoit de mieux encadrer la cession des terres agricoles. Au-delà du droit, il y a un vrai sujet que l'on travaille avec la Banque des Territoires et la Safer (NDRL : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) et dans lequel je crois beaucoup : le système de portage foncier. La Safer et la Banque des Territoires conservent la propriété du terrain et l'agriculteur en a l'usufruit le temps d'avoir une assise financière et de pouvoir l'acheter au prix fixé dès le départ. C'est donc une puissance publique qui porte le foncier pendant dix,

Ecrit par le 18 mai 2026

quinze ou vingt ans et qui a l'obligation de le vendre, le moment venu, à l'agriculteur qui le cultive. Les travaux sont en cours et j'ai bon espoir de pouvoir mettre ce dispositif en place rapidement à l'heure où les offices fonciers solidaires émergent un peu partout. »

« Aujourd'hui, on a un prix du foncier qui est plus bas que chez nos voisins européens. Nous devons veiller à préserver cet avantage compétitif trop peu valorisé. Spéculer sur le foncier serait une erreur. Et tout le monde doit prendre les responsabilités qui sont les siennes. »

Le bio a le vent en poupe. De nouvelles mesures sont-elles prévues pour soutenir la filière ?

« Le bio, c'est important. Nous renforçons les moyens d'accompagnement et, à la fin du quinquennat, la surface agricole bio aura progressé de 50 % dans notre pays. Il est important de soutenir aussi l'agriculture à haute valeur environnementale (NDRL : qui garantit que les pratiques agricoles utilisées sur l'ensemble d'une exploitation préservent l'écosystème naturel et réduisent au minimum la pression sur l'environnement) pour lequel un crédit d'impôt a été créé en janvier 2021 dans le cadre du plan France Relance. Je crois beaucoup également à l'agriculture de conservation des sols. Trop peu le savent, mais les sols restent le premier endroit, avant même les arbres de nos forêts, où l'on capte le carbone sur terre. Ce sont toutes ces agricultures que je veux développer et soutenir sans jamais les opposer. »

PAC : « Aucune option n'est arrêtée »

Ecrit par le 18 mai 2026



La réforme de la Politique agricole commune (PAC) doit entrer en vigueur le 1er janvier 2023. On parle d'un redéploiement d'une partie des subventions européennes pour les producteurs de protéines végétales au détriment des éleveurs. Comment comptez-vous concilier les intérêts divergents des uns et des autres ?

« Aujourd'hui, nous sommes toujours dans les phases de consultation et de concertation. Aucune option n'est arrêtée quant à la répartition de l'enveloppe de 9,5 milliards d'euros validée pour la France par l'Union Européenne. Une enveloppe dont nous avons réussi à maintenir le montant. Ce n'était pas gagné d'avance, mais c'était un enjeu majeur. Le président de la République s'est battu pour. Et nous avons obtenu cette préservation. »

« A ce jour, nous travaillons donc bien à la répartition des budgets et c'est toute la difficulté de l'exercice. Toutes les filières font remonter leurs demandes et mon rôle est de trouver le bon équilibre. Je souhaite une PAC de producteurs, qui permette à la France d'être une vraie puissance agricole. Il n'y a pas de

Ecrit par le 18 mai 2026

pays fort sans agriculture forte, c'est une conviction que j'ai chevillée au corps. Une PAC de qualité, tournée vers les filières, une PAC des territoires qui prenne en compte leurs spécificités et une PAC qui accompagne les transitions, notamment agro-écologiques. »

« Il faut sortir de cette injonction d'aller vers toujours plus de qualité et de la payer toujours moins chère. »

Et à propos du suicide des agriculteurs ?

« Il y a d'importants travaux parlementaires sur ce sujet qui est une terrible réalité avec des détresses qui se transforment en drame. Parmi les causes, la question des rémunérations est centrale, d'où ma détermination à aller plus loin sur la loi EGalim. C'est un sujet de fond qui dépasse les politiques publiques d'accompagnement. Il faut consolider ce qui marche (réseau Sentinelle, Mutualité Sociale Agricole, Chambres d'agriculture), humaniser davantage les comportements, comme ceux des institutions financières notamment, aller à la rencontre des agriculteurs en difficulté plutôt que d'attendre leur appel... C'est tout cela que nous prenons en compte dans la feuille de route en cours d'élaboration. »

Propos recueillis par Hélène Vermare

*ResoHebdoEco est une association qui regroupe 27 titres régionaux de presse économique en France.
www.reso-hebdo-eco.com.

Après 50 ans de vie publique, Maurice Chabert quitte la politique

Ecrit par le 18 mai 2026



Le président du Conseil départemental de Vaucluse vient d'annoncer qu'il ne sera candidat à sa propre succession. Après un demi-siècle passé en tant qu'élu local, ce dernier tire sa révérence autant pour raison de santé que par sentiment du devoir accompli.

Elu municipal en 1971, maire de Gordes pendant 32 ans, entré au Conseil général de Vaucluse en 1994, puis président du Conseil départemental depuis 2015, l'ancien professeur de mathématiques ne briguera plus aucun mandat, il vient de l'annoncer.

Au service de tous les Vauclusiens

« Depuis mon AVC (accident vasculaire cérébral) en mai dernier, j'ai quelques problèmes de vue. Mais je n'ai pas démissionné, je suis resté à mon poste pour continuer mon travail au service de tous les Vauclusiens. »

Et le président sortant d'égrainer ses 6 ans de mandat sous forme de bilan. « Je suis fier, avec les élus qui ont travaillé d'arrache-pied avec moi, d'avoir mis en œuvre une solidarité au cœur de tous les territoires, avec un maillage de 18 lieux d'accueil, au plus près des habitants, pour leur apporter aide et accompagnement, notamment aux plus fragiles avec des équipes professionnelles et disponibles. Avec le

Ecrit par le 18 mai 2026

‘Plan Départemental de l’Habitat 2016-2022’, nous contribuons au développement de 4 000 logements supplémentaires par an. »

« La solidarité, c’est l’ADN de notre action. »

« La solidarité, c’est l’ADN de notre action, c’est aussi une série de contrats avec les villages, les villes et les intercommunalités. Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin. On a pu concrétiser nombre de projets qui n’auraient pas pu aboutir autrement. Comme la rénovation de la piscine de Cavaillon, le nouveau pôle multi-accueil à Valréas, la reconstruction du gymnase Génicoud à Avignon, le centre médical de proximité de Saint-Christol d’Albion. Près de 27M€ ont été votés pour soutenir toutes les communes, quelle que soit leur taille ou leur couleur politique. »

Le THD (Très haut débit) initié par la précédente mandature (ndlr : celle du socialiste Claude Haut) a été développé à la vitesse grand V. Près de 170M€ ont ainsi été injectés pour aider au développement des entreprises y compris dans les zones rurales.

« Investir, c’est assurer l’avenir. Depuis 2015, grâce à une gestion rigoureuse, nous empruntons moins, nous nous désendettions et nous avons investi près de 700M€ (691 exactement) : 21M€ pour la déviation d’Orange, 6,2M€ pour la déviation sud de Carpentras, 7,8M€ pour le giratoire ‘Spirou’ à Montoux. »

Côté collèges, (41 établissements publics en Vaucluse), 20M€ ont permis de réhabiliter le Collège Jean Giono d’Orange, 17M€ pour Anselme Mathieu à Avignon, 7,2M€ pour Vallis Aeria à Valréas, 5,8M€ pour celui du Thor et à la rentrée de septembre, tous les collégiens et leurs professeurs recevront un ordinateur gratuitement.

Le Président Chabert continue son inventaire à la Prévert : « nous avons fait le maximum pour préserver les joyaux de notre territoire mais aussi le petit patrimoine qui fait la beauté de nos paysages. Comme la réhabilitation du Palais des Papes, sa Chapelle Benoît XII, sa Tour de la Campanie. A Carpentras, l’Hôtel Dieu qui abrite la magnifique Bibliothèque d’Inguimbertaine. Nous avons également lancé le déménagement des archives départementales vers Agroparc avec un pôle de conservation offert aux historiens, généalogistes, archéologues, étudiants (33M€). »

Enfin, « pour sécuriser le flux des 700 000 promeneurs, randonneurs, cyclistes qui fréquentent le mont Ventoux chaque année, nous avons lancé un plan de requalification (3,4M€) pour sauvegarder ce site unique de biodiversité qu’est notre Géant de Provence. »

« Un gaulliste-pompidolien qui veut tourner la page. »

Maurice Chabert n’est pas candidat aux scrutins des Départementales des 20 et 27 juin prochains: « Il faut savoir tourner la page, j’ai eu une vie heureuse, à 77 ans je vais me consacrer à ma famille, ma femme, mes amis. Je ne ferai plus de grands voyages comme avant (en Chine, au Japon, au Guatemala),

Ecrit par le 18 mai 2026

mais les capitales européennes, ce n'est pas si mal ! »

Mais le président sortant montre des signes d'inquiétude si l'extrême droite enlève le Vaucluse fin juin. « La culture, la vie associative et sportive ne sont pas sa priorité. Si je me suis retrouvé président du Département au bénéfice de l'âge, moi qui suis gaulliste-pompidolien, j'ai géré en bonne intelligence avec la gauche, dans l'intérêt des Vauclusiens, personne n'a voté contre le budget, certains se sont abstenus, c'est tout. »

Et s'il ne veut pas se lancer pas dans un jeu de pronostics pour sa succession, il espère qu'une majorité claire se dégagera. « Je ne veux surtout pas d'une élection au bénéfice de l'âge », insiste-t-il alors que 3 des 4 derniers président l'ont été.

« J'espère simplement que les 34 élus, quels qu'ils soient, s'entendent aussi bien que nous », conclut-il.

Depuis 1970, Maurice Chabert est le 5^e homme à présider l'Assemblée départementale (après Jean Garcin 1970-92 / Régis Deroudilhe 1992-98 / Jacques Bérard 1998-2001 / Claude Haut 2001-15). La première femme à avoir fait son entrée dans l'hémicycle de la Rue Viala est la socialiste Michèle Fournier-Armand en 1998. A quand une femme à la tête de l'exécutif vauclusien ? En 2021 ?

Pour rappel : les résultats des précédentes élections départementales de 2015

1er tour (participation 54, 43%) :

Front National 37,40% / PS 31, 46% / UMP 27%

2e tour (participation 57,40%) :

FN 39,50% / PS 31,42% / UMP 23, 16%

Assemblée élue : majorité 12 sièges / opposition de Gauche 12 sièges / opposition extrême droite 10 sièges

Ecrit par le 18 mai 2026



Dominique Santoni : « Je suis une femme de consensus. »

Ecrit par le 18 mai 2026



Vice-présidente du conseil départemental de Vaucluse, Dominique Santoni, également maire d'Apt et vice-présidente de la communauté de communes du Pays d'Apt Luberon, prendra part aux prochaines élections départementales en juin prochain. En cas de reconduction de sa majorité, celle qui est à la tête de son groupe politique départemental pourrait être la première femme à présider le Département de Vaucluse.

La date des élections départementales [vient enfin d'être fixée aux 20 et 27 juin 2021](#) (ndlr : en même temps que les régionales). C'est un délai très court par rapport aux élections précédentes ?

« Nous sommes dans un contexte un peu particulier qui ne va pas permettre de mener une campagne 'normale'. On dit que cela peut être un atout pour les sortants. Encore faut-il qu'ils aient fait ce qu'ils avaient à faire durant les années où ils ont été élus. »

Vous estimez que durant le mandat de la majorité actuelle ce travail a été fait ?

Écrit par le 18 mai 2026

« Je pense que nous présentons un bon bilan, notamment sur les Finances. Aujourd’hui, on dégage un investissement record avec plus de 114 M€ en 2021. Je crois que c’est cela la véritable mission du Département. C’est d’arriver à dégager de l’investissement, car c’est cette investissement qui sert à tous les Vauclusiens. »

Qu’entendez-vous par tous les Vauclusiens ?

« Quand je dis tous les Vauclusiens, c’est tous les cantons car nous avons œuvré d’une manière que l’on ne peut pas qualifier de partisane. Tous les cantons ont profité de cette augmentation de l’investissement. Toutes nos compétences ont été assurées. Et cela malgré une majorité qui n’était pas très large. C’est pour cela qu’il a fallu être consensuel avec cette idée d’agir pour notre territoire, avec équité, au profit de tous ses habitants. Il faut aussi reconnaître que c’est la première fois qu’une majorité dispose de 6 ans pour travailler - avant, il y avait renouvellement par moitié tous les 3 ans - cela évite le clientélisme. »

Quels sont ces investissements ?

« D’importants travaux ont été menés au niveau des routes notamment et il y a encore de gros projets qui seront réalisés dans une éventuelle seconde mandature. Il y a eu aussi l’extension du Très haut débit (THD) à l’ensemble du territoire d’ici 2022 au lieu de 2036. De quoi faire gagner 14 ans au département qui aura consacré 170 M€ à ce projet depuis 2012. C’est un pari que l’on a fait avec les intercommunalités d’accélérer ce déploiement dans l’ensemble du Vaucluse qui est un département particulièrement adapté à cette technologie car c’est un territoire attractif où l’on peut valoriser le télétravail. »

« Il y a aussi d’autres projets qui ont été engagés mais qui ne sont pas encore visibles car ils seront menés à leurs termes dans les années à venir : [le réaménagement de Bonpas](#), [la déviation de Coustellet](#), [l’échangeur d’Orange](#), la nouvelle MDPH (Maison départementale des personnes handicapées), [les archives dans la zone d’Agroparc...](#) »

Vous êtes aussi vice-présidente du conseil départemental en charge des collèges ?

« Nous avons déjà réhabilité plus de 25 % des collèges vauclusiens et cela continuera dans les années à venir. Nous avons aussi mené un gros travail sur la restauration dans les cantines des collèges sur le gaspillage, la qualité des produits et la mise en place d’approvisionnement privilégiant les circuits courts comme [Agrilocal84](#) par exemple. Par ailleurs, dès la rentrée prochaine nous allons équiper les élèves de 6^e ainsi que tous les professeurs en distribuant des ordinateurs. »

« Mais au-delà de l’éducation, on a aussi travaillé sur l’insertion avec la plate-forme job-vaucluse ainsi que sur l’agriculture, avec, là-aussi, la volonté de mettre en avant la consommation locale. Et cela bien avant la crise du Covid. »

Avec Agrilocal84, le Département a fait le choix, depuis longtemps, de privilégier les circuits courts de distribution des produits agricoles locaux, notamment dans les cantines des collèges de Vaucluse.

Le Département s’est aussi largement impliqué dans le domaine environnemental ?

« Ici, on a la chance de compter désormais 2 parcs naturels régionaux : celui du Luberon et tout récemment celui du Ventoux. Les [Espaces naturels sensibles \(ENS\)](#) font aussi partie de notre ADN car le

Ecrit par le 18 mai 2026

Vaucluse est un département un peu différent de ses voisins. Les gens qui viennent ici ne recherchent pas la même chose que ceux qui vont sur la Côte d'Azur. Le développement durable c'est un domaine très transversal. Nous ne sommes pas 'verts' mais aujourd'hui tout le monde l'est. »

Durant ce mandat, le Département a aussi perdu la compétence transport au profit du Conseil régional à partir de 2017 ?

« Je regrette vraiment que nous ayons perdu cette compétence car je trouve que nous avons fait pas mal de chose comme lorsque nous avons négocié les DSP (Délégation de service public), le transport à la demande.... La mobilité est un vrai enjeu en Vaucluse et il y a encore beaucoup de choses à faire sur ce sujet-là. Donc c'est vrai, on a perdu des compétences. Mais ensuite, il faut savoir travailler tous ensemble, comme avec la Région, pour obtenir et mettre en place ce qui est utile aux Vauclusiens comme la résorption des points noirs routiers par exemple. »

« Le Département reste pour moi un échelon où l'on est encore sur le terrain. »

Comment arrive-t-on à faire avancer son territoire, y compris dans des compétences qui ne sont pas les vôtres, comme cela été le cas avec la santé avec la crise du Covid-19 ?

« Je crois beaucoup au travail d'équipe pour un territoire. C'est important d'arriver à assembler les différents acteurs en collaborant avec les Intercommunalités, la Région, l'Etat, l'Europe. Avec pour seul objectif : l'intérêt général. Une fois qu'on est élu, on ne doit avoir que l'intérêt général en tête. »

« C'est dans cet esprit collectif que nous développons notamment 'Vaucluse Ingénierie'. Cette plateforme vise ainsi à accompagner les communes et les intercommunalités dans leurs projets. Cet outil devrait fonctionner d'ici quelques mois en apportant du conseil, de l'expertise et même de l'assistance à maîtrise d'ouvrage aux porteurs de projets. Et bien sûr, on ne le fait pas seuls dans notre coin mais en lien avec une vingtaine de structures expertes dans leur domaine, comme le [Caue84](#), [Vallis habitat](#) ou encore les parcs naturels du [Luberon](#) et du [Ventoux](#). Ce sera simple d'utilisation : imaginons qu'une petite commune souhaite revitaliser son cœur de village, elle trouvera sur Vaucluse ingénierie un premier niveau d'information et pourra ensuite entrer en contact rapidement avec un opérateur qui mobilisera l'ensemble des partenaires pour faire avancer le projet en question. La plateforme couvrira tous les types de projets, de la valorisation du patrimoine jusqu'à la protection des milieux naturels en passant par l'adaptation de son parc locatif aux besoins des personnes handicapées ou la promotion touristique. En tout, une trentaine de thématiques seront proposées. Ce sera un très bel outil, au service de tout le territoire, et donc au final de tous les Vauclusiens. C'est comme ça qu'on peut faire avancer le Vaucluse, en mobilisant toutes les énergies. »

Pour revenir aux prochaines élections départementales, nous sommes dans un cas de figure particulier avec Maurice Chabert, un président sortant qui n'a pas encore fait part de sa décision de continuer ou pas ?

« Le président est assez serein. Il sait ce qu'il va faire et pour ne rien vous cacher je sais ce qu'il va faire. Maintenant, il attendait de savoir quand auraient lieu les élections. Désormais, c'est à lui qu'il faut poser

Écrit par le 18 mai 2026

la question. Mais aujourd'hui Maurice Chabert est président du Département et il le sera jusqu'à ce qu'il y ait des élections. Dans tous les cas, j'ai de très bons rapports avec le président. Je pense qu'il a fait un très bon travail en ayant su emmener cette équipe avec lui dans un contexte qui n'était pas très facile quand nous sommes arrivés aux affaires. »

« Faire de la politique, c'est le moment avant d'être élu. Après c'est l'inverse, on devient l'élu de tout le monde. »

Avec un RN (Rassemblement national) fort et des blocs politiques assez équivalents, ne pensez-vous que l'on risque (ndlr : le président sortant a été élu au bénéfice de l'âge à l'issue d'une égalité) de se trouver, à nouveau, avec une majorité difficile à déterminer ?

« Nous avons une équipe sortante qui présente un véritable bilan. On peut donc imaginer qu'il y aura peu de changements dans cette équipe. Par ailleurs, nous travaillons dans les cantons où il pourrait sortir de bons candidats afin que l'on puisse éviter de se retrouver dans ce cas de figure. Mais effectivement, si l'on peut s'abstenir de se retrouver dans cette situation incertaine... »

« Aujourd'hui, on a cependant l'impression que le RN plafonne, qu'il y a des 'guéguerres' un peu partout dans les cantons et que la Ligue du Sud connaît un certain recul. Dans tous les cas, on travaille en amont pour éviter cela. En fait, on travaille depuis un certain temps déjà, comme si les élections devaient avoir lieu demain. »

« Mais faire de la politique c'est la campagne électorale. C'est le moment avant d'être élu. Par contre, une fois élu c'est l'inverse de la vie politique, on devient l'élu de tout le monde. Je suis très pragmatique. Au final, ce qui m'intéresse c'est de mener des actions concrètes qui se voient sur tous les territoires. »

Justement, le fait de disposer d'une majorité plutôt fragile dès le début du mandat, vous a-t-il poussé à faire preuve d'encore plus de pragmatisme ?

« Comme je l'ai déjà dit, une fois élus, nous sommes au service de tous les Vauclusiens mais il est clair qu'il est plus facile de travailler avec certains élus que d'autres. Dans tous les cas, je suis une élue de proximité et j'aime voir les choses se faire. Et le Département reste pour moi un échelon où l'on est encore sur le terrain. »

Dans un département où les présidents sont régulièrement des hommes élus au bénéfice de l'âge (ndlr : 3 sur les 4 derniers présidents) est-il envisageable d'imaginer une présidente en cas de reconduction de la majorité actuelle ?

« On peut tout imaginer, mais pourquoi pas une femme à la tête du Département ? L'essentiel n'est cependant pas d'être sur la photo, l'important c'est que lorsque l'on s'en va on voit le changement. On voit ce qui a été fait. Le véritable engagement politique c'est cela. »

Vous êtes maire, vice-présidente de l'intercommunalité du Pays d'Apt, vice-présidente du Département, que vous ont appris ces mandats ?

Ecrit par le 18 mai 2026

« Il faut s'inscrire sur la durée. Avoir une feuille de route et s'y tenir. On n'est pas là pour être aimé. On est là pour le bien collectif. Prenons l'exemple de la place de la mairie à Apt, on l'a refaite parce que l'on avait dit qu'on la referait. Puis avec le Covid cela a tout décalé cette année, lors d'une année de scrutin municipal. Certains on dit que l'on allait perdre car on ne faisait pas de grand chantier avant les élections. Moi, je trouve malhonnête que sous prétexte qu'il y ait des oppositions, on le décale de 1 an juste à cause des élections. Si les gens ne veulent pas voter pour moi parce que l'on a changé un sens de circulation ou que l'on a bouleversé les habitudes du commerce et bien tant pis ! Il faut avoir le courage de se projeter et savoir avancer. Quand on pense avoir pris la bonne décision, on l'applique. Pas dans 3 semaines, 6 mois ou 1 an, mais maintenant. Qu'on m'aime ou qu'on ne m'aime pas, je fais ce que je dis. »

« Qu'on m'aime ou qu'on ne m'aime pas, je fais ce que je dis. »

Et pour le Département ?

« Il faut avoir une vision. Il faut travailler sur l'attractivité du Vaucluse. Aujourd'hui, nous sommes un département un peu à part. On a pu avoir certaines difficultés, car nous sommes un territoire qui s'est fortement paupérisé, mais qui a aussi la chance d'avoir de belles entreprises. Le fait d'avoir amené le THD dans nos territoires doit permettre d'attirer des populations différentes qui pourraient travailler à distance ou implanter des entreprises dans les secteurs du développement durable, des nouvelles technologies, de l'ESS (Economie sociale et solidaire)... Nous devons miser sur nos atouts comme le tourisme, avec la politique vélo notamment, et puis travailler parallèlement sur l'amélioration de la qualité de vie. Il est important de capter de nouvelles populations qui vont amener du pouvoir d'achat, du renouveau, du développement économique, de la fréquentation touristique. Le Très haut débit doit permettre d'attirer ces gens en télétravail, tout en offrant une qualité de vie exceptionnelle.

Prenons le cas d'Apt, comment concilier développement économique et préservation du cadre de vie ?

« Nous avons la chance d'avoir de très belles industries avec des gens qui ont fait le choix de vivre à Apt. Leur principal problème aujourd'hui, c'est des salariés qui ne veulent pas forcément résider sur ce territoire et qui cherchent des écoles, de la culture, des lieux de vie et des commerces. Il faut donc travailler sur tout ceci. C'est pour cela que nous, à Apt, on a choisi un créneau qui est celui de la 'Silver économie' en se disant qu'il fallait ramener des gens dans le centre-ville en proposant des commerces, des services afin de favoriser le développement de l'activité. L'idée est de faire revenir des gens de 55 ans et plus avec un fort pouvoir d'achat. Des 'jeunior', les vieux des jeunes ou les jeunes des vieux selon l'âge que l'on a, qui pourraient s'investir dans la ville pour y passer 3 mois, 6 mois ou 1 an. Pour cela, nous travaillons avec [le groupe SRS](#), investisseur dans les secteurs sanitaires et médico-sociaux en France, pour rénover notre centre-ville. »

En quoi consiste ce projet de renouvellement urbain ?

« Nous sommes confrontés, comme beaucoup de communes de Vaucluse, à des propriétaires d'immeubles qui ne les ont pas rénovés pour des raisons économiques avec des commerces installés en

Ecrit par le 18 mai 2026

rez-de-chaussée privant d'accès les logements situés au-dessus. Cela participe à la détérioration et au dépeuplement de nos cœurs de ville. L'idée est que cet investisseur achète ces logements à la commune ou au privé, mais uniquement des bâtiments aujourd'hui désaffectés : Comme la Caisse d'épargne, un très beau bâtiment qui est sur la place principale de la ville, ou l'ancienne usine de fruits confits Rambaud, tombé en désuétude et dont la réhabilitation demanderait un budget énorme. Il s'agit donc de rénover tout cela au standing actuel. Pour démarrer, il faut au minimum 300 appartements. Nous en sommes à 280 aujourd'hui. Mais attention, il ne s'agit pas de faire une ville de vieux. Ce n'est pas un Ephaad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) à ciel ouvert. Il n'y a aucun service médicalisé mais des services de proximité qui se développeront avec cette nouvelle présence. Il y a donc un travail à faire pour réintégrer les commerces en centre-ville. Pour cela, il faut embellir. C'est fondamental d'embellir la ville et le territoire pour créer l'envie de s'y installer. Je crois que le 'beau' est essentiel. Par ailleurs, une partie de ces logements devrait être accessible aux salariés qui voudraient s'installer sur le territoire. Ce qui est intéressant en cas de succès ? C'est que ce modèle pourrait être dupliqué dans le département. »

« Il est fondamental d'embellir le territoire pour créer l'envie de s'y installer. »

Est-ce que la notion de 'beau' n'a pas été un peu trop oubliée dans le département, notamment parce qu'il dispose de nombreux atouts dans ce domaine ?

« On a tout. Nous avons un département naturellement beau. Un climat très agréable. Deux parcs naturels régionaux. On a beaucoup de force mais il faut parfois aussi être là où l'on ne nous attend pas. On a parlé d'embellir, il faut aussi être innovant, créatif. Avoir envie et être malin. C'est pour cela qu'il faut réfléchir ensemble à comment construire le Vaucluse de demain : autour des compétences du Département mais aussi de toutes les forces vives de ce territoire. Par exemple, essayer de transformer une partie de ces résidents secondaires -chefs d'entreprise, artistes, écrivains etc- en résidents permanents et en acteurs locaux. Plein de gens ayant connu des réussites en France où dans le monde ont choisi de vivre 1 à 3 mois dans le Vaucluse et nous voudrions qu'ils restent 6 mois ou 1 an ici. Nous avons d'ailleurs sollicité une partie d'entre eux dans le cadre d'un groupe de réflexion afin qu'ils travaillent avec nous sur des idées que nous n'aurions peut-être pas. »

Le domaine de la Culture en fait partie ?

« La Culture elle est à Avignon, c'est formidable. Elle est à Orange, c'est formidable. Mais je pense qu'elle doit être partout. Nous sommes un petit département où il est plutôt facile de se déplacer. Donc, il faudrait que la Culture irrigue tout le Vaucluse. Ici, 'Terre de festivals', le slogan de la Région Sud, prend tout son sens. C'est pour cela qu'il y a une forte implication du département dans ce secteur alors que ce n'est pas une de ses compétences directes. »

Et en termes de développement économique, notamment les problématiques de manque de foncier pour garder nos entreprises et en attirer de nouvelles ?

« L'idée c'est de conserver les entreprises du territoire en répondant à leurs besoins fonciers et aller

Ecrit par le 18 mai 2026

chercher des entreprises exogènes qui n'ont pas forcément besoin de beaucoup d'espace. Il faut donc aller chercher ces entreprises et ces domaines d'activités qui pourraient être pertinents chez nous. [VPA \(Vaucluse Provence attractivité\)](#) fait déjà un très gros travail, mais il faut peut-être donner encore plus de moyen. Par contre, je ne suis pas sûre qu'il faille essayer des petites zones qui se ressemblent pour se faire concurrence entre les territoires. Il faut plutôt se compléter selon les spécificités des uns et des autres en organisant le territoire : la logistique vers la vallée du Rhône et ses autoroutes A7 et A9, l'agro-alimentaire vers le Comtat et le long de la Durance, les activités de pleine nature, le sport, le tourisme vert et le cinéma vers l'intérieur du département. Les élus doivent aussi être les ambassadeurs du territoire et ensuite les services techniques doivent concrétiser ces démarches dans le cadre de missions bien précises pour que ce développement que l'on cherche à mettre en place profite à tout le territoire. »

Quand on voit le nombre de Parisiens qui abandonnent tout pour venir s'installer dans la Région, le Covid peut être une chance pour ce département ?

« Il faut effectivement saisir cette opportunité et tirer le positif de cet événement. Ne pas se contenter que des mauvaises choses. Nous sommes à un tournant et il ne faut pas hésiter à capitaliser sur la notoriété du 'Vaucluse'. Le Vaucluse aujourd'hui est une marque reconnue. Quand on parle du Vaucluse, on sait de quoi on parle. Pour autant, pour attirer tous ces personnes, il faut leur donner les moyens de s'installer et c'est le haut débit qui entraîne tout le reste. »

« C'est aux élus de s'impliquer pour faire changer les choses. »

Vous semblez particulièrement motivée à la perspective d'un second mandat ?

« Un vrai travail de fond a été fait. Cela va se voir. Souvent le second mandat est important, car c'est un peu court pour réaliser les choses. Il est donc important d'avoir une continuité quels que soient les élus. Toutefois, il faut des élus suffisamment intelligents pour continuer ce qui a été entrepris. Les politiques qui arrivent et qui changent tout pour changer cela n'a pas de sens. Il faut de la constance mais il faut aussi accepter que l'on travaille pendant 6 ans et que s'il on est battu, quelqu'un d'autre en tirera les lauriers. L'important est de voir aboutir ses projets. »

« Je peux avoir des idées assez arrêtées mais je suis une femme de consensus. Il ne faut pas prendre les gens pour des imbéciles. Quand on prend le temps d'expliquer pourquoi il faut faire les choses de telles ou telles manières, in fine, ils l'acceptent beaucoup plus facilement. Par contre, c'est beaucoup de temps et d'énergie, c'est pour cela qu'il faut également être très persuadé de ce que l'on veut faire. Il faut y croire. »

Justement, comment gère-t-on cette dépense de temps et d'énergie quand on vient du privé où le rythme de la prise de décision n'est pas forcément le même que dans l'action publique ?

« Oui, c'est toujours trop lent pour moi qui vient de la société civile (ndlr : elle a travaillé dans plusieurs agences de communication depuis 1987 avant de définitivement revenir sur Apt en 2006). Et c'est vrai que lorsque j'ai été élue, dans les premiers temps, j'ai eu du mal à m'acclimater à ce rythme. Il faut cependant comprendre que les procédures sont très lourdes et que lorsque l'on parle de l'échangeur de

Ecrit par le 18 mai 2026

Bonpas ou du contournement de Coustellet il y a des études à faire en amont. On n'a pas forcément conscience de toutes les étapes nécessaires qu'il faut respecter lorsque l'on passe au niveau départemental ou régional. Mais c'est vrai qu'il pourrait y avoir un peu de simplification dans les process. Au final, je trouve que le temps est long et ce d'autant plus que mandat est court. »

On peut aussi avoir le sentiment que les administrations, les services de l'État, la réglementation constituent des freins à l'action de l'élu local ?

« Il y a le rôle des élus, avec d'un côté le politique, et de l'autre, l'administration, qu'il ne faut pas mélanger. En revanche, entendons-nous bien : ce sont les élus qui décident des politiques et qui impulsent les projets. Les services sont ensuite là pour les mener à bien. Les élus doivent fédérer mais aussi manager en suivant les projets pour s'assurer qu'ils seront menés à terme sans pour autant s'immiscer dans la bonne marche des dossiers. Je crois vraiment que c'est aux élus de s'impliquer pour faire changer les choses, même doucement. C'est aussi à eux d'aller défendre les dossiers car il ne faut pas que l'administration se substitue aux élus comme cela peut-être le cas dans certains grands services de l'Etat. En fait, pour moi, le politique dit où l'on va et l'administration dit comment on y va.»

« Quand je suis arrivée à la mairie un fonctionnaire m'a dit 'ici nous sommes les murs et vous, vous êtes les meubles'. Je n'ai pas vocation à être là tout le temps. Douze ans à la mairie c'est bien pour porter les projets mais je n'ai pas que cela dans la vie. »

Propos recueillis par Laurent Garcia

Le Département rend hommage à son ancien président Jacques Berard

Ecrit par le 18 mai 2026



Maurice Chabert, président du Conseil départemental de Vaucluse et Claude Haut, ancien Président du Conseil général, ont dévoilé une plaque en hommage à Jacques Berard, homme politique engagé au service de son territoire. Celle-ci se situe dans la cour d'honneur de l'hôtel du Département.

Jacques Berard, né à Bédarrides s'éteignait un dimanche 1er juin 2014, à l'âge de 84 ans. Gaulliste fervent, cet avocat a été élu en 1958, sous la bannière de l'UNR (Union pour la Nouvelle République), plus jeune député de France à l'âge de 29 ans.

Député (1958-1967 et 1968-1978), conseiller général (1967- 2004) du canton d'Orange, maire d'Orange (1971-1977), sénateur du Vaucluse (1986-1995), président du Conseil général (1998-2001), membre du Conseil économique et social (1996-1998) : ses mandats ont marqué l'histoire du Vaucluse.

Conseiller général pendant 37 ans, Jacques Berard a été le Président de l'Assemblée départementale entre 1998 et 2001. Il quitte le Conseil général en 2004. Entre autres, il inaugure le nouveau collège André-Malraux à Mazan en 2020 ou l'aménagement du carrefour d'Avignon nord, une réalisation très

Écrit par le 18 mai 2026

attendue sur ce qui était déjà l'axe le plus fréquenté du département. C'est également lui qui, en remettant à la Ville d'Avignon les clefs de l'hôtel de Caumont, propriété du Département, offre un lieu d'exception à la Collection Lambert.

C'est également sous la présidence de Jacques Berard que la Ville d'Avignon a concouru pour devenir Capitale Européenne de la Culture en 2000. Une candidature que l'ancien président a soutenue avec l'engagement qui pouvait le caractériser. Etant très attaché aux questions de culture et de patrimoine, cette démarche était évidente pour celui qui fut secrétaire de la commission des affaires culturelles du Sénat.

Lors de son allocution, Maurice Chabert a souligné l'engagement et la popularité auprès des habitants de Jacques Berard : *« l'hommage des Vauclusiens, c'est dans les urnes qu'il l'a reçu. Sa longue carrière et ses nombreuses victoires démontrent à quel point nos concitoyens étaient attachés à lui. Dans ce lieu, c'est l'hommage de ses pairs qu'il va recevoir aujourd'hui. »*